

Espace de contrôle, espaces de subversion : les townships sud-africains

MYRIAM HOUSSAY-HOLZSCHUCH

LA PENSÉE SUD-AFRICAINE DE L'ESPACE a longtemps été marquée par le schéma manichéen de la frontière, de la séparation. À l'échelle du pays, cela a été marqué par la partition de l'espace national entre les *homelands* destinés aux Noirs et l'Afrique du Sud blanche. Localement, cette division se retrouve dans la morphologie des villes – véritable mise en scène de la distance sociale et raciale – et dans le modèle spatial du township. Apartheid et espace sont indissolublement liés : il s'agissait de définir les territoires et de les créer, par le discours et l'action politique (Houssay-Holzschuch, 1996).

La logique du discours de ségrégation, tel qu'il s'exprimait au niveau du township, est d'imposer aux Noirs une identité par le biais d'un espace. Le pouvoir les définit comme Africains – un quartier leur est donc réservé. On les veut ruraux – les *hostels*, casernes ouvrières réservées à des migrants séparés de leur famille, les empêchent de s'enraciner. On les veut soumis, l'espace est contrôlé. Pourtant, aussi complète que soit cette mainmise totalitaire sur l'espace noir, il sera à la fois l'un des outils et, sans doute, une première conquête de la résistance à l'apartheid – partielle et perpétuellement remise en cause jusqu'aux élections démocratiques de 1994. C'est cette compéti-

tion pour un même espace et sa transformation en territoire noir que je souhaite étudier ici.

L'urbanisme de contrôle social

Le township est d'abord le fruit d'une vision victorienne de la ville et de la race, caractérisée par une dualité permanente du discours que l'on retrouvera jusqu'aux derniers jours de l'apartheid. La ville est un phare de la civilisation, forcément blanche. Elle est en même temps lieu de corruption et de dégénérescence du corps social. Ce raisonnement, bien proche de l'équivalence des classes laborieuses et des classes dangereuses, se double de perspectives hygiénistes : les pauvres – et, en Afrique du Sud, les pauvres sont noirs ou métis – sont des agents pathogènes dans l'organisme urbain, non seulement sur le plan moral, mais aussi sur le plan épidémiologique. Leurs conditions de vie favorisent l'apparition de la maladie (peste bubonique au Cap en 1901, grippe de 1918), leur proximité fait craindre la contagion des beaux quartiers. Un véritable « *syndrome sanitaire* » (Swanson, 1977) se développe alors : il permettra d'instaurer la ségrégation résidentielle des Noirs dans les villes sud-africaines.

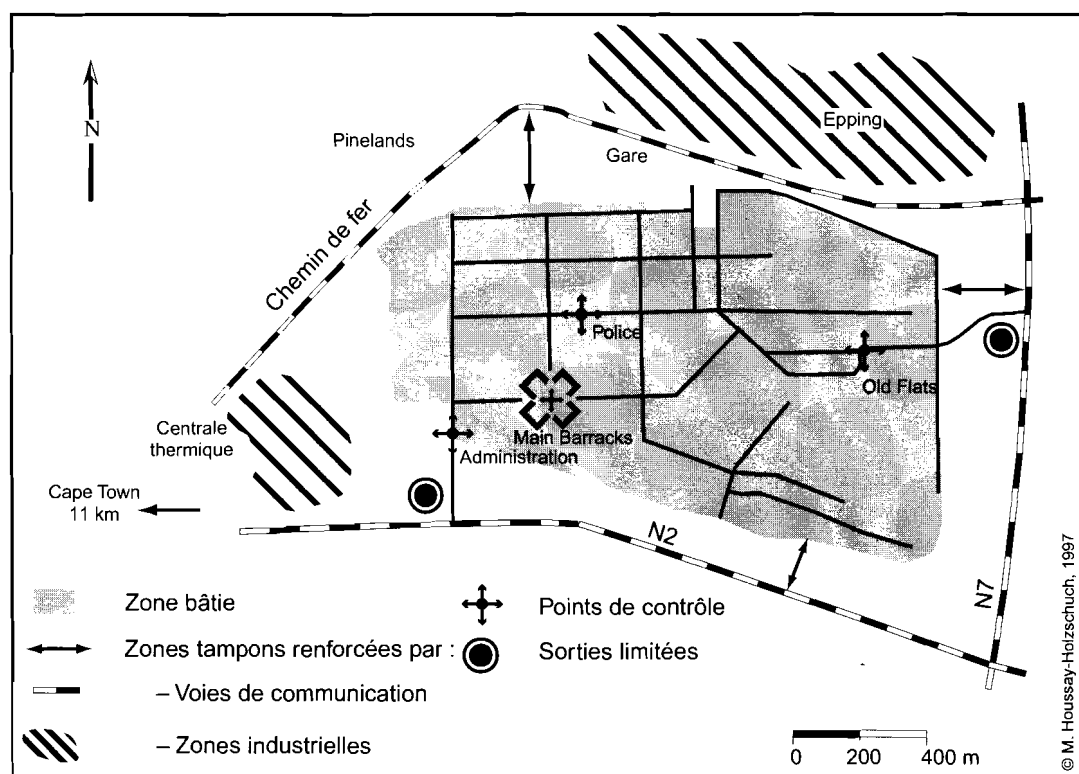


Figure 1. Langa, township noir du Cap, ou le territoire contrôlé.

Source : Houssay-Holzschuch, 1997.

En même temps, la mise en place de la ségrégation s'accompagne d'une réflexion sur les formes urbaines et sur le rôle de l'urbanisme. Là encore, la dualité du discours apparaît. Il s'agit à la fois de créer un cadre de vie agréable, moderne, et, dit-on, socialement recommandable, et de séparer la population noire en des quartiers facilement contrôlables. Des idées occidentales comme celle de la cité-jardin d'Ebenezer Howard ou celle de l'unité de voisinage seront adaptées à une volonté sécuritaire : c'est la naissance de l'urbanisme de contrôle social sud-africain (Houssay-Holzschuch, 1997 ; Robinson, 1990). La ville, milieu dangereux dans l'idéologie victorienne comme dans

l'imaginaire afrikaner essentiellement rural (Salazar, 1989), doit s'assainir en se replongeant dans la campagne. Les quartiers résidentiels, séparés des autres par l'introduction du zonage, sont isolés du reste de la ville par des ceintures vertes.

Le pouvoir blanc de la ségrégation, puis de l'apartheid, les repoussera à plusieurs kilomètres et les transformera en véritables murailles horizontales d'une cité européenne sur la défensive. Les ceintures vertes deviendront des zones tampons, renforcées par d'autres éléments isolants (voies de chemin de fer, autoroutes, zones industrielles, rivières, etc., cf. figure 1).

À l'intérieur du township lui-même, l'urbanisme de contrôle social se lit encore comme à Langa. Le centre du township est investi par le pouvoir blanc, d'autant plus que les bâtiments administratifs (bureau du Superintendant) en sont immédiatement voisins. Un nombre limité d'entrées – deux dans ce cas – autorise la police à fermer le township en quelques minutes. Des points de contrôle permettent de tenir sous le feu d'un seul véhicule de police plusieurs rues à la fois. Le dessin des rues reproduit en plus petit celui du township : très peu d'entrées mènent dans des zones bien séparées les unes des autres, créant ainsi une multitude de micro-espaces.

Subversion politique et innovation sociale

Pourtant, dès les débuts de la ségrégation, cette géographie de la distance et de l'isolement va être mise à profit par les mouvements de résistance. De sa fondation à 1960, le Congrès national africain (*African National Congress* ou ANC) a prôné des méthodes non-violentes. Outre les pétitions, déclarations et autres lettres ouvertes, il a organisé un certain nombre de manifestations de masse s'appuyant sur la morphologie des townships. L'une des armes préférées de l'ANC comme des mouvements populaires spontanés (Lodge, 1983) était le boycott. Face à une compagnie de bus ayant le monopole des transports en commun pour le township, il suffisait de poster les militants dans la gare routière pour paralyser l'ensemble du système. D'autres boycotts, de magasins ou de produits particulièrement associés à l'apartheid, ont été efficaces : les quelques magasins blancs opérant dans le township étaient rapidement conduits à fermer ; des patrouilles de *comrades* de l'ANC parcouraient les zones tampons, surveillaient les points d'entrée et fouillaient les nouveaux arrivants.

À la fois stratégie et tactique, cette subversion politique de l'espace du township a atteint

son paroxysme lors de la seconde moitié des années quatre-vingt. Les ordres de l'ANC étaient de rendre les townships ingouvernables pour le pouvoir blanc et d'y installer des structures sociales, politiques, judiciaires, etc. alternatives. Ces constructions de la ségrégation sont alors devenues, selon les termes de la propagande de l'ANC, les premières « zones libres » de l'espace sud-africain. De façon exemplaire, les townships étaient alors à la fois encerclés par les troupes gouvernementales, qui protégeaient la ville blanche et défendus par les *comrades* patrouillant dans les zones tampons. Ils étaient non seulement isolés du reste de la ville mais surtout s'isolaient eux-mêmes de l'espace de l'apartheid.

Dans ces citadelles, les forces de la résistance ont tenté de tester un certain nombre d'innovations sociales destinées, pensaient-ils, à remplacer celles de l'apartheid une fois la victoire acquise. Malgré bien des dérives violentes, certaines de ces structures méritent d'être citées, soit pour leur idéalisme, soit pour leur efficacité et leur pérennité. Les tribunaux populaires ou *people's courts* (Schärf, Ngcokoto, 1990) visaient à établir dans les townships une nouvelle moralité, en conformité avec les idéaux politiques de l'ANC ou du PAC (*Panafrikan Congress*). S'inspirant de la justice de paix traditionnelle africaine, où plaignant et accusé viennent exposer leur cas devant le chef et les anciens, ces tribunaux jugeaient vols, cambriolages, bagarres, etc., concernant les habitants du township. Les condamnations étaient en général des travaux d'intérêt public, après lesquels le condamné reprenait sa place dans la communauté. Cependant, cette utopie sociale a rapidement sombré dans la violence et la lutte de factions.

Plus réalistes et encore d'actualité, les associations de résidents nommées *civics* ont mis en place pendant ces années quatre-vingt une véritable structure politique hiérarchisée et reconnue dans les townships (enquêtes de

terrain, 1996-97). Des comités de rue sont élus ; ils élisent à leur tour des représentants à un comité exécutif couvrant l'ensemble du township. Des assemblées générales de résidents sont convoquées régulièrement. Les élus locaux, de 1995 et 1996, sont soit des émanations de ces structures, soit obligés de se les concilier. Le dessin des rues, l'attention portée par les planificateurs aux unités de voisinage ont largement facilité la mise en place de ces structures.

De l'espace vécu à l'espace intériorisé

Le non-lieu du township a ainsi été utilisé à des fins politiques par ceux-là mêmes contre lesquels il avait été construit. Plus encore, il a été, selon l'expression de Salazar, transformé en *topos* par une série de pratiques sociales et spatiales (Salazar, 1989) : c'est l'espace vécu, l'espace du social qui a surtout été utilisé par la population noire pour pervertir l'urbanisme de contrôle.

Les habitants du township se sont peu à peu approprié leur espace. Certes, quelques lieux privilégiés aident à le structurer. Ils ont longtemps été soit illégaux, comme les *shebeens*, débits d'alcool, soit en marge du politique comme les écoles et les églises. Pourtant, ce qui caractérise l'espace vécu s'inscrit moins dans les lieux qu'au sein d'un réseau de relations extrêmement dense. Le nombre des associations – auxquelles un habitant sur deux appartient en moyenne dans les townships les plus anciens – et leur vitalité montrent non seulement la parfaite adaptation des habitants à un milieu urbain mais encore leur volonté de le vivre selon certaines normes et valeurs : ces associations d'entraide, qu'elles soient cercles d'épargne, associations à but religieux et charitable, etc., sont, pour les Noirs, une manière essentiellement africaine de vivre en société.

Pour positive que soit cette appropriation de l'espace du township, elle n'en pose pas

moins problème. En effet, cet espace intensément vécu au rythme du social a été en même temps intériorisé. Le township, de modèle d'un urbanisme de ségrégation, est devenu, dans une Afrique du Sud démocratique, modèle urbain. À tout le moins, on peut craindre que la morphologie de la ville post-apartheid ne reflète celle imposée sous le régime politique précédent. Si une certaine inertie des formes spatiales est compréhensible, il faut souligner chez l'ensemble des acteurs une permanence des représentations de l'espace urbain. La ville est encore conçue comme une série de quartiers monofonctionnels, séparés les uns des autres par des zones tampons. Le centre ville est encore peu connu et peu parcouru par les habitants des townships, comme en témoigne la carte mentale de la figure 2.

Plus encore, les nouveaux quartiers construits par le gouvernement Mandela et répondant, au moins dans leur formes, à la demande des mal-logés des townships et des camps de squatters, reproduisent le modèle des townships. Il s'agit de quartiers purement résidentiels, faiblement équipés, d'habitat pavillonnaire individuel. Le rêve des habitants des townships est de posséder, dans des quartiers de ce type, une maison individuelle, construite au milieu de sa parcelle.

Ainsi, le type spatial du township est l'exemple même de l'urbanisme de contrôle social : il a été créé par le pouvoir blanc de la ségrégation, puis de l'apartheid pour séparer les populations noires du reste de la ville et assurer des impératifs sécuritaires. En même temps, cette géographie de la distance et de la peur était couverte d'un discours urbanistique idéaliste évoquant les bienfaits de la ville à la campagne ou des normes « civilisées » de construction. L'intelligence de la résistance anti-apartheid a cependant été de retourner contre le régime

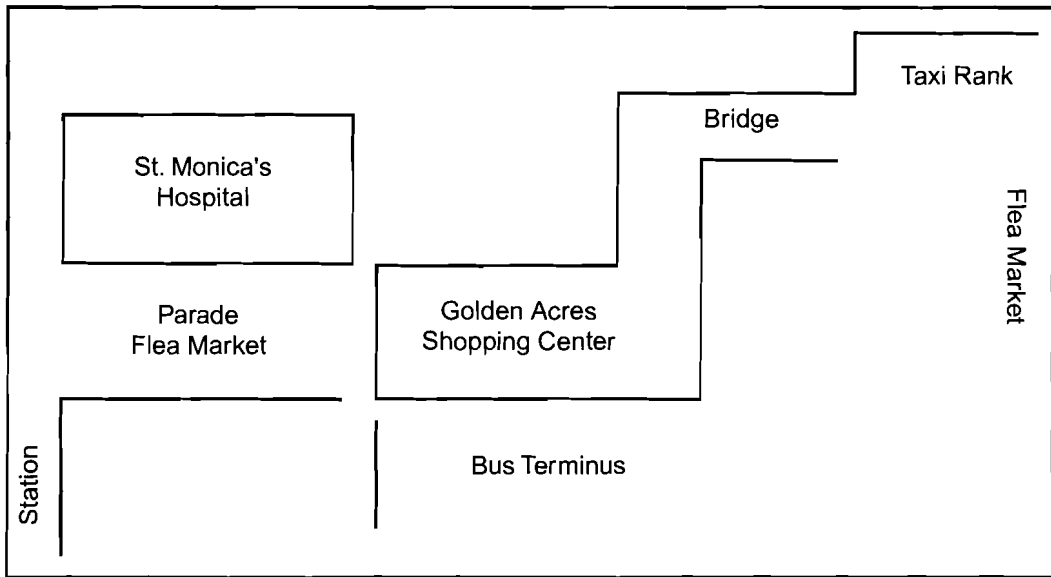


Figure 2. Carte mentale du centre de Cape Town dessinée par une femme de 41 ans, résidant dans le township noir de Gugulethu.

Source : Houssay-Holzschuch, 1997. Cette carte ne présente qu'un pâté de maison dans le centre, celui où se concentrent les moyens de transports en commun. Elle décrit des trajets piétonniers.

une partie de ses propres armes : cela a été vrai des formes spatiales comme de l'appel à la religion ou à la « civilisation ». Plus encore, le township, paysage imposé s'il en fut, a peu à peu été transformé par ses habitants en paysage assumé, en espace vécu. Il faut se féliciter de l'humanisation de ces lieux mais il semble que cette appropriation soit passée par une assimilation d'un certain modèle urbain : zonage extrême, habitat pavillonnaire, faible équipement des quartiers résidentiels, centre ville peu intégré à l'espace de vie des périphéries. En bref, le township sert encore aujourd'hui de norme aux représentations de la ville – ce qui remet en question l'évolution post-apartheid des villes sud-africaines.

BIBLIOGRAPHIE

- Houssay-Holzschuch (M.), 1996. *Mythologies territoriales en Afrique du Sud, un essai de géographie culturelle*. Espaces et milieux, Presses du CNRS, Paris.
- Houssay-Holzschuch (M.), 1997. *Le Territoire volé : une géographie culturelle des quartiers noirs de Cape Town*. Thèse Université de Paris IV-Sorbonne, Paris.
- Le Grange (L.), 1985. *Working Class Housing, Cape Town 1890-1947 : Segregation and Township Formation*. Africa Seminar Paper. Centre for African Studies, University of Cape Town.
- Lodge (T.), 1983. *Black Politics in South Africa since 1945*. Ravan Press, Johannesburg.
- Robinson (J.D.), 1989. « "A Perfect System of Control" ? State Power and "Native Locations" »

À Joël Bonnemaison, le Voyage inachevé...

in South Africa». *Environment and Planning, D : Society and Space*, vol. 8, décembre : 135-162.
Salazar (P.-J.), 1989. *L'intrigue raciale, essai de critique anthropologique : l'Afrique du Sud*. Sociologies au quotidien, Méridiens Klincksieck, Paris.
Schärf (W.), Ngcokoto (B.), 1990. « Images of Punishment in the People's Court of Cape Town, 1985-1987 : From Prefigurative Justice

to Populist Violence ». In Hansson D., Du Toit A. (éds.), *Political Violence and the Struggle in South Africa*. Macmillan, London : 341-372.
Swanson (M.W.), 1977. « The Sanitation Syndrome : Bubonic Plague and Urban Native Policy in the Cape ». *Journal of African History*, vol. XVIII, n° 3.

